



Un service public de l'archéologie sans avenir ?

Emploi et pyramide des âges

Le très fort besoin en emploi et en amélioration de carrière n'est toujours pas assuré et garanti ni à l'Inrap ni dans les SRA. Alors même que le renforcement des SRA fait consensus dans la communauté archéologique mettant en avant l'obligation de l'État d'exercer les missions de contrôle scientifique prévues par la loi. Les effectifs complémentaires apportés par concours de la dernière vague de recrutement d'ingénieurs restent toujours insuffisants.

À l'Inrap, les réunions Emploi mises en place au début de l'année 2020 sont au point mort. L'urgence des besoins en emploi est pourtant réelle et seuls des recrutements réguliers et annuels permettront d'endiguer le choc démographique qui s'annonce avec le départ en retraite d'une génération complète d'archéologues. Ces recrutements doivent se faire sur de l'emploi statutaire et non instaurer une précarité en recrutant en CDD sur des missions besoins qui sont pérennes. La faiblesse du renouvellement des effectifs et des compétences à l'Inrap comme dans les services de l'État obère à court terme les capacités à remplir les missions de service public permettant de garantir la préservation du patrimoine et sa conservation par l'étude. En quelques années seulement, plus de 50 départs à la retraite sont prévus dans les SRA. À l'Inrap, en moyenne, 40 à 60 personnels sortent chaque année sans qu'aucune politique de remplacement ne soit mise en place.

Au-delà de la diminution des effectifs, cette politique expose à une perte massive de compétences et de savoir-faire. Mais tout montre que nos directions ne prennent pas la mesure du choc démographique à venir et de la catastrophe scientifique et patrimoniale qui s'annonce (perte des personnels, des compétences, des données et des archives de l'archéologie de ces dernières décennies) ou qu'elles s'en accommodent. C'est maintenant qu'il faut lancer un plan pour l'emploi en archéologie qui par ailleurs est le seul à stopper la fonte des effectifs d'étudiants en archéologie à l'université, aujourd'hui découragés par la dégradation d'emploi rimant systématiquement avec précarité.

Les salaires les plus bas du Ministère !

À l'Inrap, où les grilles salariales n'ont pas été revalorisées depuis la création de l'établissement, les salaires sont aujourd'hui parmi les plus bas du Ministère. Triste record, quand on sait que les collègues qui entrent en catégorie 2, échelon 1 ne touchent même pas le SMIC, que le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter et que l'ensemble des agents voient leurs rémunérations plonger inexorablement vers le salaire minimum. Le seul rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis la construction des grilles de l'Inrap en 2020 nécessiterait une revalorisation minimale de 500 euros par mois pour l'ensemble des catégories.

Ce chantier est une priorité absolue et ne peut pas être repoussé à la Saint-Glinglin, sous prétexte du Covid, plan de relance, ou d'autres motifs difficilement acceptables pour les agents. Nous attendons fermement que reprenne le cycle de réunions pour que, sans délai et à un horizon raisonnable de 2022, les personnels de l'Inrap puissent voir une revalorisation significative de leurs salaires permettant d'améliorer substantiellement leurs conditions de vie.

Un établissement public en détresse absolue !

À l'Inrap, les mobilisations de 2018-2019 avaient permis de persuader le ministère de se pencher de beaucoup plus près sur les difficultés du dialogue social. Force est de constater que là aussi la crise Covid aura constitué une excellente opportunité pour dégrader encore un peu plus les conditions de cet impossible dialogue avec la gouvernance, ainsi que de multiplier les occasions d'attaquer le droit individuel et collectif. Les personnels ont encore moins qu'en début d'année 2020 d'interlocuteurs capables de construire les conditions d'un travail collectif et collaboratif. Absence de reclassement, licenciements pour inaptitude, brutalités, malveillance et attaques tous azimuts sur leurs droits continuent de plus belle. La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Effectifs n'est qu'une arlésienne ! L'Inrap n'a plus d'autre boussole que la gestion budgétaire. Agents et missions de l'Inrap sont devenus les variables d'ajustement d'une vision uniquement financière. Le pilotage scientifique est absent alors qu'il devrait être au centre de l'organisation délaissé au profit d'une vision purgatoire des sites archéologiques. Cette dérive comptable s'accompagne d'un renforcement du contrôle, d'une nécrose des circuits de décision, d'une neutralisation des échelons hiérarchiques intermédiaires et des liaisons fonctionnelles indispensables au fonctionnement des services. Les dysfonctionnements qui en résultent atteignent une ampleur jamais vue, perturbent toutes les chaînes opératoires, détruisent le sens du travail et mettent en péril l'exécution des missions. On assiste également à une dérive managériale malveillante et à une régression des droits sans précédent. Conjugée au sous-effectif chronique, ce management pathogène affecte l'ensemble des agents de l'établissement toutes fonctions confondues. Il est à l'origine des nombreuses alertes RPS déposées dans plusieurs interrégions et services. Nous dénonçons les conséquences - tant dans les centres archéologiques que dans les services administratifs - d'une organisation du travail pathogène et destructrice. Il n'y a aujourd'hui à l'Inrap, ni dialogue social, ni dialogue hiérarchique, ni dialogue stratégique. L'établissement ne tourne plus que parce que « les petites mains s'accrochent pour faire le travail coûte que coûte en dépit de la désintégration des logiques fonctionnelles. Le ministère, déjà alerté à ce sujet à de nombreuses reprises, ne peut pas laisser une gouvernance toxique gangrener les collectifs et ravager les individus de l'établissement. Les urgences en matière d'emploi, de salaire et d'assainissement des organisations du travail imposent aux personnels et à leurs représentants de tirer une nouvelle fois les fusées de détresse.

Les personnels doivent se mobiliser pour défendre leurs missions, et leurs conditions de travail. Ils exigent :

- que le service public de l'archéologie soit assuré par des emplois publics non précaires !
- que soient garantis des recrutements réguliers et une évolution des statuts des personnels de l'Inrap en vue de favoriser les passerelles, partenariats et collaborations scientifiques entre les institutions publiques ;
- que soient significativement renforcés les effectifs dans les SRA avec ouverture des concours, mais que soit aussi assurée la promotion des Techniciens et assistants de recherche ;
- que soit très rapidement rouvert le chantier sur la revalorisation des grilles salariales à l'Inrap ;
- que soit mis un terme à la destruction des organisations et collectifs de travail adossée à un système hiérarchique vertical, rigide et brutal encourageant les comportements pathogènes et harcelants ;
- que soit mis en place un dialogue social digne de ce nom de la part de la gouvernance de l'Inrap et des directions interrégionales.

Le 16 novembre 2020